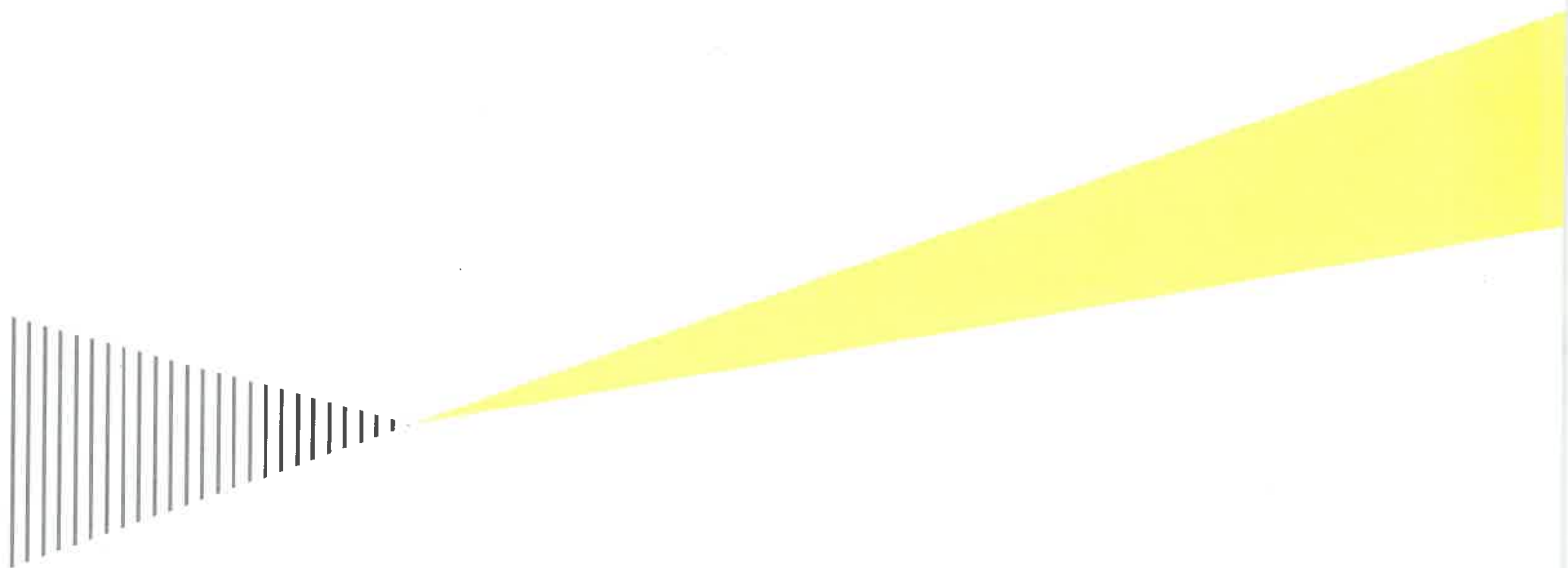


***Régime de pension pour le personnel de soutien, les  
techniciens et techniciennes et le personnel administratif ou  
professionnel de l'Université de Moncton***

**RAPPORT FINANCIER ANNUEL**

Exercice terminé le 31 décembre 2017



**Travailler ensemble  
pour un monde meilleur**

***Régime de pension pour le personnel de soutien, les techniciens et techniciennes  
et le personnel administratif ou professionnel de l'Université de Moncton***

---

**TABLE DES MATIÈRES**

Exercice terminé le 31 décembre 2017

---

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS	1
ÉTATS FINANCIERS :	
État de la situation financière	2
État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations	3
État de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite	4
Notes complémentaires	5

## RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

---

Aux membres du Comité de retraite du Régime de pension pour le personnel de soutien, les techniciens et techniciennes et le personnel administratif ou professionnel de l'Université de Moncton

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Régime de pension pour le personnel de soutien, les techniciens et techniciennes et le personnel administratif ou professionnel de l'Université de Moncton, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2017 et les états de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### **Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### **Responsabilité des auditeurs**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### **Opinion**

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Régime de pension pour le personnel de soutien, les techniciens et techniciennes et le personnel administratif ou professionnel de l'Université de Moncton au 31 décembre 2017, ainsi que de l'évolution de son actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution de ses obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

*Ernst & Young S.R.L./S.E.N.C.R.L.*

Dieppe, Canada  
le 26 septembre 2018

Comptables professionnels agréés

**Régime de pension pour le personnel de soutien, les techniciens et techniciennes  
et le personnel administratif ou professionnel de l'Université de Moncton**

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

31 décembre

2017

2016

**ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS**

**Actif**

Placements (note 3)	117 349 616 \$	112 057 845 \$
Encaisse	176 499	237 158
Cotisations à recevoir		
Participants et participantes	257 890	252 439
Promoteur	453 824	447 055
Intérêts, dividendes et autres créances à recevoir	99 010	96 553

118 336 839      113 091 050

**Passif**

Frais d'administration et autres charges à payer	82 524	75 277
--	--------	--------

**Actif net disponible pour le service des prestations**      118 254 315      113 015 773

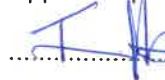
**OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE**

Obligations au titre des prestations de retraite (note 4)	137 562 000	135 180 000
---	-------------	-------------

**DÉFICIT**      (19 307 685) \$      (22 164 227) \$

Se reporter aux notes complémentaires.

Approuvé par le comité de retraite,

 secrétaire....., membre du comité

....., membre du comité

***Régime de pension pour le personnel de soutien, les techniciens et techniciennes  
et le personnel administratif ou professionnel de l'Université de Moncton***

**ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE  
DES PRESTATIONS**

Exercice terminé le 31 décembre

2017

2016

**AUGMENTATION DE L'ACTIF NET**

Cotisations

Participant(e)s - régulières

2 646 498 \$ 2 605 096 \$

Participant(e)s - additionnelles

26 681 24 999

Promoteur - régulières

1 716 093 1 744 906

Promoteur - spéciales

2 992 350 2 875 500

7 381 622 7 250 501

Distributions des fonds communs

4 340 680 4 033 469

Dividendes

84 252 79 280

Intérêts

2 473 2 229

Variation de la juste valeur des placements

4 049 843 4 461 265

15 858 870 15 826 744

**DIMINUTION DE L'ACTIF NET**

Prestations de retraite versées

6 541 112 5 029 762

Remboursements et transferts à d'autres régimes

3 345 832 2 559 238

Frais d'administration (note 5)

733 384 722 548

10 620 328 8 311 548

**AUGMENTATION DE L'ACTIF NET**

5 238 542 7 515 196

**ACTIF NET AU DÉBUT DE L'EXERCICE**

113 015 773 105 500 577

**ACTIF NET À LA FIN DE L'EXERCICE**

118 254 315 \$ 113 015 773 \$

Se reporter aux notes complémentaires.

**Régime de pension pour le personnel de soutien, les techniciens et techniciennes  
et le personnel administratif ou professionnel de l'Université de Moncton**

**ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS  
DE RETRAITE**

Exercice terminé le 31 décembre

2017

2016

**OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE AU  
DÉBUT DE L'EXERCICE**

**135 180 000 \$ 129 370 000 \$**

**Augmentation (diminution) au cours de l'exercice résultant de :**

Prestations constituées	4 398 700	4 378 100
Prestations versées	(6 541 068)	(5 029 762)
Remboursements et transferts à d'autres régimes	(3 345 832)	(2 559 238)
Intérêts cumulés sur les prestations	7 404 200	7 146 800
Pertes actuarielles	466 000	1 874 100

**AUGMENTATION NETTE DES OBLIGATIONS AU TITRE DES  
PRESTATIONS DE RETRAITE**

**2 382 000 5 810 000**

**OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE À  
LA FIN DE L'EXERCICE**

**137 562 000 \$ 135 180 000 \$**

Se reporter aux notes complémentaires.

## ***Régime de pension pour le personnel de soutien, les techniciens et techniciennes et le personnel administratif ou professionnel de l'Université de Moncton***

---

### **NOTES COMPLÉMENTAIRES**

Exercice terminé le 31 décembre 2017

---

Le Régime de pension pour le personnel de soutien, les techniciens et techniciennes et le personnel administratif ou professionnel de l'Université de Moncton (le « Régime ») est un régime de pension contributif à prestations déterminées offert à l'ensemble du personnel de soutien, des techniciens et techniciennes et du personnel administratif ou professionnel de l'Université de Moncton. En vertu du Régime, les cotisations sont versées par l'employeur et les participants et participantes. Le Régime est enregistré conformément à la *Loi sur les prestations de pension* de la province du Nouveau-Brunswick et auprès de la *Loi de l'impôt sur le revenu* sous le numéro NB 0520098.

Le Régime est administré par l'Assomption Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie sous contrat de fonds réservé. Par conséquent, l'administrateur est tenu de maintenir l'actif du Régime dans un fonds séparé, distinct de l'actif et des fonds généraux de la société.

### **1. DESCRIPTION DU RÉGIME**

---

La description du Régime fournie ci-dessous ne constitue qu'un résumé. Pour une information complète, il faut se référer au règlement du Régime. En cas de conflit entre les notes complémentaires et le règlement du Régime, le lecteur doit se référer au règlement du Régime.

#### **a) Admissibilité et adhésion**

Le personnel de soutien, les techniciens et techniciennes et le personnel administratif ou professionnel qui entrent au service de l'Université de Moncton sur une base régulière et à temps plein doivent participer au Régime dès le premier jour du mois coïncidant avec la date d'embauche ou suivant immédiatement la date d'embauche si, à cette date, il ou elle n'a pas atteint l'âge de 55 ans. Le personnel de soutien, les techniciens et techniciennes et le personnel administratif ou professionnel agé(e) de 55 ans et plus qui entre au service de l'Université de Moncton n'est pas obligé(e) de participer au Régime mais peut participer si il ou elle le désire.

Ceux et celles qui ne sont pas au service de l'Université de Moncton sur une base régulière et à temps plein sont admissibles le premier jour de janvier suivant immédiatement la deuxième année civile consécutive dans laquelle ils ou elles reçoivent, sous forme de rémunération de l'Université de Moncton, l'équivalent d'au moins 35 % du maximum des gains annuels ouvrant droit à la pension fixé par le gouvernement du Canada.

#### **b) Politique de capitalisation**

En vertu des lois régissant les normes de prestations de pension, le promoteur du Régime doit financer le Régime de façon à constituer les prestations déterminées selon les dispositions du Régime. La valeur de ces prestations est établie au moyen d'une évaluation actuarielle (voir note 4).

## **Régime de pension pour le personnel de soutien, les techniciens et techniciennes et le personnel administratif ou professionnel de l'Université de Moncton**

---

### **NOTES COMPLÉMENTAIRES**

Exercice terminé le 31 décembre 2017

---

#### **1. DESCRIPTION DU RÉGIME (suite)**

---

##### **c) Prestations au titre des services**

Les prestations au titre des services sont calculées à partir de :

- i) 1,54 % de la moyenne du salaire régulier des trois meilleures années versé par l'employeur, jusqu'à un maximum annuel de 85 750 \$, multiplié par le nombre et la fraction d'années de service créditées et d'années de participation jusqu'au 31 décembre 2013 pendant lesquelles le participant ou la participante a versé une cotisation régulière de 7,5 % (ou équivalentes pour les années antérieures); plus
- ii) 2,00 % de la moyenne du salaire régulier des trois meilleures années versé par l'employeur, jusqu'à un maximum annuel de 85 750 \$, multiplié par le nombre et la fraction d'années de service créditées et d'années de participation jusqu'au 31 décembre 2013 pendant lesquelles le participant ou la participante a versé une cotisation régulière de 9,0 % (ou équivalentes pour les années antérieures); plus
- iii) 2,00 % du salaire régulier versé par l'employeur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, sous réserve d'une rente maximale annuelle de 89 % de la pension maximale prescrite par la *Loi de l'impôt sur le revenu* et son règlement. En 2017, ce maximum est de 2 594 \$ et celui-ci est atteint à un salaire de 129 693 \$.

##### **d) Prestations d'invalidité**

Toute période pendant laquelle le participant ou la participante est incapable de travailler en raison d'invalidité n'est pas considérée comme interrompant le service ou la participation au Régime. Afin de pouvoir accumuler des crédits de pension, il ou elle doit recevoir, pendant ces périodes d'invalidité, une rente en vertu d'un régime collectif d'assurance invalidité contracté par l'employeur.

Les prestations créditées au cours de cette période sont fondées sur le salaire au début de l'invalidité. Le coût de ces prestations est entièrement assumé par le Régime.

##### **e) Prestations aux survivants**

Des prestations aux survivants et survivantes sont versées au conjoint ou à la conjointe ou à défaut d'un ou d'une bénéficiaire désigné(e) lorsque le participant ou la participante décède le jour de sa retraite ou après.

##### **f) Remboursement en cas de décès**

Un remboursement en cas de décès est versé au conjoint ou à la conjointe du participant ou de la participante ou à défaut à un ou une bénéficiaire désigné(e) lorsque le participant ou la participante décède avant sa retraite.



## ***Régime de pension pour le personnel de soutien, les techniciens et techniciennes et le personnel administratif ou professionnel de l'Université de Moncton***

---

### **NOTES COMPLÉMENTAIRES**

Exercice terminé le 31 décembre 2017

---

#### **1. DESCRIPTION DU RÉGIME (suite)**

---

##### **g) Remboursement en cas de cessation de service**

Sous réserve des dispositions limitatives à l'effet contraire, le participant ou la participante qui cesse d'être employé(e) par l'Université de Moncton reçoit soit un remboursement, avec intérêts, des cotisations totales qu'il ou elle a versées, soit une rente dont le paiement est différé à la date normale de la retraite, ou un montant forfaitaire égal à la valeur présente de la rente créditée au moment de la cessation de service.

##### **h) Disposition du surplus**

À la suite d'une évaluation actuarielle et sous réserve de l'approbation des autorités législatives et fiscales, l'employeur peut, à la suite d'une évaluation actuarielle, disposer de tout surplus selon les modalités de l'article 16 du règlement du Régime.

##### **i) Impôts sur le revenu**

Le Régime est un régime de retraite enregistré, tel qu'il est défini dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* et son règlement; par conséquent, il n'est pas assujetti à l'impôt sur le revenu.

#### **2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES**

---

##### **Mode de présentation**

Les états financiers sont établis conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite (« NCR »). Les NCR exigent que, aux fins du choix ou d'un changement de méthode comptable qui ne concerne pas son portefeuille de placements ou ses obligations au titre des prestations de retraite, le Régime se conforme de façon cohérente soit aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») contenues dans la Partie I du *Manuel de CPA Canada - Comptabilité*, soit aux normes comptables canadiennes pour les entreprises à capital fermé (« NCECF ») contenues dans la Partie II du *Manuel de CPA Canada - Comptabilité*. Le Régime a choisi de se conformer aux NCECF.

***Régime de pension pour le personnel de soutien, les techniciens et techniciennes  
et le personnel administratif ou professionnel de l'Université de Moncton***

---

**NOTES COMPLÉMENTAIRES**

Exercice terminé le 31 décembre 2017

---

**2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)**

---

**a) Placements**

Les placements sont comptabilisés à la date de transaction et sont présentés à la juste valeur, laquelle est établie comme suit :

- La juste valeur des actions canadiennes est déterminée selon le cours de clôture des marchés boursiers lorsqu'il existe un marché actif;
- La juste valeur des parts dans les fonds communs de placement est déterminée par le fiduciaire ou le gestionnaire des différents fonds et est basée sur la valeur marchande des titres sous-jacents en fin d'exercice.

Les gains et pertes non réalisés sur la valeur marchande des placements sont comptabilisés dans l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations à titre de variation de la juste valeur des placements au cours de l'exercice.

**b) Évaluation des justes valeurs**

L'évaluation des justes valeurs exige l'utilisation d'une hiérarchie à trois niveaux qui reflète l'importance des données servant à l'évaluation de la juste valeur. Chaque niveau repose sur la transparence des intrants utilisés pour mesurer la juste valeur des actifs et passifs financiers :

Niveau 1 : Évaluation fondée sur les prix cotés observés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 : Évaluation fondée sur des données autres que des prix cotés pour les actifs ou passifs inclus dans la catégorie Niveau 1 et observables, soit directement ou indirectement.

Niveau 3 : Techniques d'évaluation tenant compte de données importantes non observables sur les marchés.

La détermination de la juste valeur, ainsi que du niveau de hiérarchie en résultant, exige l'utilisation de données de marché observables lorsque celles-ci sont disponibles. Un instrument financier est classé au niveau le moins élevé de la hiérarchie pour lequel une donnée importante a été prise en compte pour établir sa juste valeur.

**c) Revenus de placements**

Les intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les dividendes sont comptabilisés lorsqu'ils sont déclarés par les sociétés émettrices. Les revenus de placements de fonds communs sont comptabilisés au moment de leur distribution.

***Régime de pension pour le personnel de soutien, les techniciens et techniciennes et le personnel administratif ou professionnel de l'Université de Moncton***

---

**NOTES COMPLÉMENTAIRES**

Exercice terminé le 31 décembre 2017

---

**2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)**

---

**d) Conversion de devises**

Les opérations conclues en devises étrangères sont converties aux taux de change en vigueur aux dates de leur conclusion. Les soldes monétaires existant à la date de clôture de l'exercice sont convertis aux taux de change en vigueur à cette date. Les gains et les pertes découlant de la conversion de ces éléments sont pris en compte dans le calcul de la variation de la juste valeur des placements.

**e) Frais**

Les frais d'administration incombent au Régime; par conséquent, ils sont constatés dans ces états financiers.

**f) Coûts de transaction**

Les coûts de transaction sont comptabilisés dans l'état de l'évolution de l'actif net pour le service des prestations dans la période où ils sont engagés.

**g) Comptabilisation des cotisations et des prestations**

Les cotisations et les prestations sont comptabilisées selon la comptabilité d'exercice.

Toutes les cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice et les cotisations obligatoires respectives des employeurs et des employés sont présentées pour l'exercice au cours duquel est versée la rémunération correspondante de l'employé.

Les paiements forfaitaires au titre des prestations ou les transferts en dehors du régime sont comptabilisés au cours de la période où le choix d'un tel paiement ou transfert a été effectué.

**h) Utilisation d'estimations**

Dans le cadre de la préparation des états financiers, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits d'exploitation et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers. Parmi les principales composantes des états financiers exigeant des estimations figurent la juste valeur des placements (note 3) et les obligations au titre des prestations de retraite (note 4). Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

**Régime de pension pour le personnel de soutien, les techniciens et techniciennes  
et le personnel administratif ou professionnel de l'Université de Moncton**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES**

Exercice terminé le 31 décembre 2017

**3. PLACEMENTS**

La juste valeur des placements détenus par le Régime se détaille comme suit aux 31 décembre :

	2017		2016	
	Coût	Juste valeur	Coût	Juste valeur
<b>Actions canadiennes</b>				
Énergie	572 257 \$	452 553 \$	536 439 \$	538 080 \$
Mines et métaux	455 734	510 445	527 755	479 469
Produits industriels	305 486	384 948	247 312	312 563
Produits de consommation	336 928	429 394	444 547	501 112
Services financiers	594 861	859 412	574 198	749 624
Technologie	237 682	272 208	188 790	179 268
Communications et médias	151 196	146 289	79 405	94 016
Oléoducs	264 154	282 920	126 026	136 790
Services publics	40 583	50 721	52 550	60 532
Transport	186 678	244 556	146 581	169 695
	<b>3 145 559</b>	<b>3 633 446</b>	2 923 603	3 221 149
<b>Fonds communs de placement</b>				
Marché monétaire	3 829 308	3 829 308	341 317	341 317
Obligations canadiennes	40 656 608	41 665 871	38 870 807	40 002 528
Actions canadiennes	29 419 814	33 284 237	29 492 642	33 247 524
Actions internationales	25 132 685	31 211 686	28 240 942	31 572 725
Placements alternatifs	3 497 678	3 725 068	3 497 678	3 672 602
	<b>102 536 093</b>	<b>113 716 170</b>	100 443 386	108 836 696
	<b>105 681 652 \$</b>	<b>117 349 616 \$</b>	103 366 989 \$	112 057 845 \$

**Régime de pension pour le personnel de soutien, les techniciens et techniciennes  
et le personnel administratif ou professionnel de l'Université de Moncton**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES**

Exercice terminé le 31 décembre 2017

**3. PLACEMENTS (suite)**

Les tableaux suivants présentent les placements du Régime par niveau hiérarchique des justes valeurs aux 31 décembre 2017 et 2016 :

	2017			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actions canadiennes	3 633 446 \$	- \$	- \$	3 633 446 \$
Fonds communs de placement	-	113 716 170	-	113 716 170
	3 633 446 \$	113 716 170 \$	- \$	117 349 616 \$
	2016			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actions canadiennes	3 221 149 \$	- \$	- \$	3 221 149 \$
Fonds communs de placement	-	108 836 696	-	108 836 696
	3 221 149 \$	108 836 696 \$	- \$	112 057 845 \$

Au cours des exercices 2017 et 2016, il n'y a eu aucun changement dans la classification hiérarchique des instruments financiers.

Les actions canadiennes sont généralement classées au niveau 1 puisque la valeur correspond au cours établi par le marché boursier reconnu où le titre est négocié activement.

Les parts dans des fonds communs sont généralement classées au niveau 2 puisque la juste valeur correspond au cours évalué par des fournisseurs de services d'évaluation à partir de données de marché observables.

## Régime de pension pour le personnel de soutien, les techniciens et techniciennes et le personnel administratif ou professionnel de l'Université de Moncton

### NOTES COMPLÉMENTAIRES

Exercice terminé le 31 décembre 2017

#### 4. OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE

Les obligations au titre des prestations de retraite ont été déterminées au moyen de la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et à partir des hypothèses les plus probables de l'administrateur. Le cabinet d'actuaire Morneau Shepell a établi la valeur actuarielle des obligations au 31 décembre 2017 à 137 562 000 \$ (135 180 000 \$ en 2016).

Les hypothèses utilisées pour déterminer la valeur des obligations au titre des prestations de retraite tiennent compte des prévisions concernant la situation du marché à long terme. Les hypothèses actuarielles à long terme les plus importantes utilisées pour l'évaluation sont les suivantes :

	2017	2016
Taux d'actualisation	5,50 %	5,50 %
Taux de croissance des salaires	2,25 %	2,25 %
Taux d'inflation	2,15 %	2,15 %

Les actifs sont présentés sur une base de valeur lissée. La valeur actuarielle de l'actif net du fonds est établie de sorte que les rendements au-dessus ou au-dessous du taux de rendement à long terme hypothétique en vigueur pour l'exercice sont comptabilisés sur cinq ans pour lisser les fluctuations de la valeur marchande de l'actif net.

En vertu du règlement du Régime, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, chaque participant actif ou participante active doit verser au Régime une contribution égale à 9,0 % de son salaire. Les participants actifs et participantes actives qui participaient au Régime avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010 doivent verser une contribution égale à 7,5 % de leur salaire si, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010, ils ou elles versaient 6,0 %, ou 9,0 %, si avant cette date, ils ou elles versaient 7,5 % de leur salaire. La cotisation maximale de toute personne est de 11 672 \$ (11 574 \$ en 2016). L'Université de Moncton doit fournir le solde nécessaire, déterminé selon le certificat de l'actuaire, pour que les prestations soient totalement constituées au moment du départ à la retraite de ces personnes. La politique de capitalisation de l'Université de Moncton consiste à verser au Régime des cotisations annuelles dont les montants fixés par certificat actuariel correspondent à un pourcentage constant des contributions annuelles des participants et participantes.

L'évaluation actuarielle la plus récente aux fins de la continuité a été réalisée par le cabinet d'actuaire Morneau Shepell au 31 décembre 2017; un exemplaire de cette évaluation a été déposé auprès du Surintendant de pensions de la province du Nouveau-Brunswick ainsi que l'Agence du revenu du Canada. Cette évaluation indique l'existence d'un déficit sur base de continuité au montant de 21 305 000 \$ (25 254 000 \$ en 2016). En vertu de la *Loi sur les prestations de pension* du Nouveau-Brunswick (« LPP »), un déficit selon l'approche de continuité doit être capitalisé sur une période maximale de 15 ans. De plus, cette évaluation indique l'existence d'un déficit de solvabilité au montant de 53 984 000 \$ (56 278 000 \$ en 2016). L'Université de Moncton a reçu une dispense telle que permise par la LPP et, par conséquent, en date du 31 décembre 2017, aucun paiement spécial n'est requis pour le déficit de solvabilité. La prochaine évaluation actuarielle doit être préparée en date du 31 décembre 2018.

**Régime de pension pour le personnel de soutien, les techniciens et techniciennes  
et le personnel administratif ou professionnel de l'Université de Moncton**

---

**NOTES COMPLÉMENTAIRES**

Exercice terminé le 31 décembre 2017

---

<b>5. FRAIS D'ADMINISTRATION</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Frais de gestion des placements	<b>419 674 \$</b>	394 232 \$
Frais actuariels et administratifs	<b>220 359</b>	225 350
Frais de garde et des valeurs	<b>37 601</b>	35 032
Honoraires	<b>53 075</b>	65 239
Frais d'enregistrement	<b>2 675</b>	2 695
	<b>733 384 \$</b>	722 548 \$

---

**6. INSTRUMENTS FINANCIERS**

---

Par ses placements dans les différents instruments financiers, le Régime est exposé au risque de marché, qui comprend le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de prix, et les risques de crédit et de liquidité.

L'Université de Moncton est responsable d'établir et de maintenir la structure de gestion des risques du Régime. Les politiques du Régime sont établies afin de respecter les exigences et objectifs du régime à prestations déterminées, en plus de définir les cibles d'investissement et les méthodes d'évaluation de la performance du Régime.

**a) Justes valeurs**

Les justes valeurs des placements sont décrites à la note 2 a). Les justes valeurs des autres actifs et passifs financiers se rapprochent de leur coût étant donné la nature à court terme de ces instruments.

**b) Gestion des risques**

Le rendement du Régime est lié à divers risques qui sont gérés au moyen de multiples outils et techniques. Voici les risques les plus significatifs :

**i) Risque de marché**

Le risque de marché désigne le risque de fluctuation de la juste valeur ou des flux de trésorerie futurs d'un placement attribuable aux variations du prix sur le marché. Pour réduire ce risque le plus possible, le Régime opte pour une diversification des catégories d'actifs et des régions géographiques dans lesquelles il investit, et opte pour l'application de sa politique de placements.

## Régime de pension pour le personnel de soutien, les techniciens et techniciennes et le personnel administratif ou professionnel de l'Université de Moncton

### NOTES COMPLÉMENTAIRES

Exercice terminé le 31 décembre 2017

#### 6. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

##### b) Gestion des risques (suite)

###### i) Risque de marché (suite)

###### a) Risque de taux d'intérêt

Le Régime est exposé au risque de taux d'intérêt via ses placements dans des fonds communs d'obligations canadiennes et dans des fonds communs de marché monétaire.

Le risque de taux d'intérêt représente le risque de conséquences défavorables des variations de taux d'intérêt sur la trésorerie, la situation financière et les revenus du Régime. Le risque provient de l'écart, dans le temps et dans leur montant, des flux de trésorerie reliés à l'actif et au passif du Régime. De plus, le passif du Régime est sensible aux variations des taux d'inflation. Toute variation de ces paramètres ainsi que des taux d'intérêt aura un effet différent sur la valeur de l'actif et sur celle du passif du Régime, ce qui peut compromettre leur concordance. Compte tenu de la nature du service des prestations, il est impossible de supprimer totalement ces risques, mais ils sont gérés grâce à la politique de placements du Régime, incluant le recours à des techniques de gestion axées sur le passif qui permettent de couvrir une partie du décalage entre la valeur de l'actif et celle du passif.

Au 31 décembre 2017, si les taux d'intérêt avaient varié de 25 points de base à la baisse ou à la hausse, toutes choses étant égales par ailleurs, cela aurait causé une variation de la valeur des placements et de l'actif net disponible pour le service des prestations d'un montant estimé à 652 000 \$ (648 000 \$ en 2016). En pratique, les résultats réels pourraient être différents de cette analyse de sensibilité et la différence pourrait être significative.

La politique du Régime est d'investir dans un portefeuille de placements diversifiés en accord avec la politique de placements établie et approuvée par l'Université de Moncton sous recommandation du comité de retraite. Ces placements doivent être diversifiés par secteurs d'industrie selon la classification des industries à l'aide d'indices spécifiques identifiés. Selon la politique, le portefeuille peut être réparti comme suit :

	Minimum	Cible	Maximum
Réserve à court terme	- %	2 %	20 %
Titres à revenu fixe	35 %	38 %	65 %

Au 31 décembre 2017, les investissements respectaient la répartition de la politique de placements du Régime.



## Régime de pension pour le personnel de soutien, les techniciens et techniciennes et le personnel administratif ou professionnel de l'Université de Moncton

### NOTES COMPLÉMENTAIRES

Exercice terminé le 31 décembre 2017

#### 6. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

##### b) Gestion des risques (suite)

##### i) Risque de marché (suite)

##### b) Risque de change

Le risque de change désigne le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux de change. Les fluctuations des taux de change peuvent avoir des incidences positives ou négatives sur la juste valeur des placements.

Le Régime est exposé au risque de change via ses fonds communs d'actions internationales.

Au 31 décembre 2017, si le taux de change entre le dollar canadien et les devises étrangères avait varié de 1 % à la baisse ou à la hausse, toutes choses étant égales par ailleurs, cela aurait causé une variation estimée à 349 000 \$ (352 000 \$ en 2016) de l'actif net disponible pour le service des prestations. En pratique, les résultats réels pourraient être différents de cette analyse de sensibilité et la différence pourrait être significative.

##### c) Risque de prix

Le risque de prix désigne le risque que la juste valeur d'un instrument financier fluctue en raison de la variation des cours du marché, que ces changements soient causés par des facteurs spécifiques à un placement ou à son émetteur ou à des facteurs qui touchent l'ensemble des titres négociés sur le marché.

La politique du Régime est d'investir dans un portefeuille de placements diversifiés en accord avec la politique de placements établie et approuvée par l'Université de Moncton sous recommandation du comité de retraite. Ces placements doivent être bien diversifiés par secteurs d'industrie selon la classification des industries à l'aide d'indices spécifiques identifiés. Selon la politique, le portefeuille peut être réparti comme suit :

	Minimum	Cible	Maximum
Placements alternatifs	- %	7 %	15 %
Actions canadiennes et internationales	30 %	53 %	60 %

Au 31 décembre 2017, les investissements respectaient la répartition de la politique de placements du Régime.

**Régime de pension pour le personnel de soutien, les techniciens et techniciennes et le personnel administratif ou professionnel de l'Université de Moncton**

---

**NOTES COMPLÉMENTAIRES**

Exercice terminé le 31 décembre 2017

---

**6. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)**

---

**b) Gestion des risques (suite)**

**i) Risque de marché (suite)**

**c) Risque de prix (suite)**

Le Régime est exposé directement au risque de prix par l'entremise de ses placements en actions canadiennes et en fonds communs investis dans des titres de capitaux propres. Au 31 décembre 2017, si le cours des actions avait augmenté ou diminué de 5 %, avec toutes les autres variables restant constantes, la valeur de l'actif net aurait augmenté ou diminué d'environ 3 593 000 \$ (3 586 000 \$ en 2016). En pratique, les résultats réels peuvent différer de cette analyse de sensibilité et l'écart pourrait être important.

**ii) Risque de crédit**

Le risque de crédit désigne le risque qu'une des parties liées à un instrument financier manque à ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. La politique de placements du Régime spécifie les placements admis et renferme des lignes directrices et des restrictions concernant chaque catégorie de placement admis, de manière à réduire le risque de crédit. La politique de placements est revue périodiquement par le comité de retraite.

Le risque de crédit maximal du Régime correspond à la valeur des actifs financiers inscrite dans l'état de la situation financière.

Le tableau suivant présente la qualité du crédit des portefeuilles de titres de marché monétaire et d'obligations qui sont détenus par les fonds communs de placement en marché monétaire et obligations canadiennes, évaluée selon les cotes d'évaluation externe. Les portefeuilles des autres fonds communs de placement ne sont pas sujets à un risque de crédit significatif.

**Régime de pension pour le personnel de soutien, les techniciens et techniciennes  
et le personnel administratif ou professionnel de l'Université de Moncton**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES**

Exercice terminé le 31 décembre 2017

**6. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)**

**b) Gestion des risques (suite)**

**ii) Risque de crédit (suite)**

	2017	2016*
<b>Fonds communs de placement en marché monétaire</b>		
AAA	48,45 %	59,83 %
AA	17,69	40,17
Non cotés	33,86	-
	<b>100,00 %</b>	100,00 %
<b>Fonds communs de placement en obligations canadiennes</b>		
AAA	17,52 %	9,77 %
AA	38,38	38,72
A	31,51	29,08
BBB	12,18	17,08
BB	-	0,73
Non cotés	0,41	4,62
	<b>100,00 %</b>	100,00 %

\* Les cotes au 31 décembre 2016 ont été retraitées pour refléter un changement en 2017 dans la méthodologie utilisée par les fonds pour évaluer les cotes des titres.

**iii) Risque de liquidité**

Le risque de liquidité désigne le risque que le Régime ne soit pas en mesure de faire face à ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance ou le risque que ses placements ne puissent pas être rapidement convertis en encaisse au besoin. Le Régime gère ce risque avec son portefeuille d'actifs hautement liquides.

***Régime de pension pour le personnel de soutien, les techniciens et techniciennes  
et le personnel administratif ou professionnel de l'Université de Moncton***

---

**NOTES COMPLÉMENTAIRES**

Exercice terminé le 31 décembre 2017

---

**7. GESTION DU CAPITAL**

---

La direction du Régime définit son capital comme étant la situation financière du Régime (excédent (déficit)), qui est déterminée annuellement en fonction de la juste valeur de l'actif net, de l'ajustement de la valeur actuarielle et de l'évaluation actuarielle préparée par un actuaire indépendant. Les excédents ou déficits de capitalisation sont utilisés pour évaluer la santé financière à long terme du Régime et sa capacité de s'acquitter de ses obligations envers ses participants et leurs survivants.

L'objectif de la direction, en ce qui a trait à la gestion du capital du Régime, consiste à garantir la capitalisation intégrale du Régime afin de respecter ses obligations à long terme.

Le comité de retraite est chargé de s'assurer que l'actif du Régime soit géré conformément à la politique, ainsi qu'aux objectifs et aux buts qui y sont décrits.

**8. CHIFFRES COMPARATIFS**

---

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

